



## Guide étape par étape du recul de la démocratie (élections comprises)

Les coups d'État appartiennent au passé. Au XXI<sup>e</sup> siècle, la démocratie est le plus souvent affaiblie par des gouvernements qui remportent les élections, puis veillent à ne plus jamais les perdre.

*Alper Ünal Sahin*

sam. 28 mars 2026

### Introduction

De nos jours, les démocraties s'effondrent rarement du jour au lendemain. Elles s'érodent. Les élections se poursuivent, les constitutions restent en vigueur et les dirigeants affirment qu'il ne se passe rien d'inhabituel. Pendant ce temps, les règles

sont modifiées, les institutions sont remodelées et la concurrence politique devient, petit à petit, moins équitable. Lorsque le système commence à paraître méconnaissable, il a généralement déjà basculé depuis longtemps.

Des théories du recul démocratique centrées sur les processus ont été élaborées pour expliquer ce type de transformation lente. Au lieu de coups d'État ou de révolutions, **ces théories décrivent** une séquence dans laquelle les dirigeants en place affaiblissent les normes démocratiques, s'emparent des institutions clés, limitent l'opposition et utilisent les crises pour étendre le pouvoir exécutif. Le résultat n'est pas toujours une dictature, mais souvent un régime hybride dans lequel les élections existent sans garantir une véritable alternance du pouvoir.

La Turquie sous le Parti de la justice et du développement (AKP) offre l'un des **exemples** les plus instructifs de ce processus. Depuis 2002, le parti est passé d'une rhétorique réformiste et d'un alignement sur l'Union européenne à une polarisation croissante, à une restructuration institutionnelle et, finalement, à un système présidentiel hautement centralisé. Rien de tout cela ne s'est produit en un instant, et presque tout s'est fait par le biais de changements juridiques plutôt que par une répression ouverte.

La Pologne sous le Parti Droit et Justice (PiS) a suivi une voie similaire après 2015, mais le résultat a été différent. Les institutions démocratiques **se sont affaiblies**, mais elles ne se sont pas effondrées, et le gouvernement a finalement perdu le pouvoir à la suite d'élections. Ce contraste soulève une question importante : si la séquence de recul était similaire, pourquoi l'un des cas a-t-il abouti à un autoritarisme compétitif et pas l'autre ?

Cet article soutient que la théorie axée sur les processus reste très utile mais incomplète. Elle explique les mécanismes de l'érosion démocratique, mais elle sous-estime souvent l'importance de la pression internationale, des crises politiques et de la force de l'opposition. La Turquie montre comment cette séquence peut aller jusqu'au bout. La Pologne montre comment elle peut être interrompue.

## **Théorie axée sur les processus du recul démocratique**

Les anciennes théories sur le changement de régime prévoyaient une chute soudaine des démocraties. Les chercheurs qui ont étudié la fin du XXe siècle se sont concentrés sur les coups d'État, les révolutions et les crises économiques comme principales causes de l'effondrement. La démocratie était censée s'effondrer par une rupture nette, et non s'éteindre progressivement alors que les élections se poursuivaient.

La période de l'après-guerre froide a révélé une dynamique différente. Dans des pays tels que la Hongrie, le Venezuela, la Turquie et la Pologne, les gouvernements élus ont **affaibli** les institutions démocratiques sans les abolir. Les tribunaux ont été « remplis » plutôt que fermés, les constitutions ont été amendées plutôt que suspendues, et les partis d'opposition ont été harcelés plutôt qu'interdits. Le système semblait toujours démocratique, mais l'équilibre en son sein ne cessait de se modifier.

Les théories axées sur les processus **décrivent** ce changement comme une séquence. L'érosion démocratique commence généralement par l'affaiblissement de normes informelles telles que la tolérance mutuelle et la retenue institutionnelle. Lorsque les opposants politiques sont traités comme des ennemis plutôt que comme des rivaux, et lorsque les dirigeants exploitent toutes les failles juridiques disponibles simplement parce qu'ils le peuvent, les règles tacites qui protègent la démocratie commencent à disparaître.

L'étape suivante est la mainmise sur les institutions. Les gouvernements tentent de contrôler les tribunaux, l'administration et les médias, souvent au nom de la réforme ou de l'efficacité. Ces changements semblent rarement révolutionnaires au premier abord, mais avec le temps, ils réduisent l'indépendance des institutions censées limiter le pouvoir exécutif.

La manipulation électorale s'ensuit. Les élections se poursuivent, mais les règles du jeu deviennent inégales en raison de la partialité des médias, des pressions juridiques et de l'accès inégal aux ressources. Les restrictions imposées à la société civile viennent souvent ensuite, les ONG, les universités et les mouvements de protestation étant confrontés à une réglementation et à une surveillance accrues.

Les crises peuvent accélérer l'ensemble du processus. Les menaces pour la sécurité, les manifestations ou les tentatives de coup d'État permettent aux gouvernements d'introduire des pouvoirs d'urgence qui se heurteraient normalement à une résistance. Ce qui pourrait prendre des années dans des conditions normales peut se produire en quelques mois en période de crise.

Le résultat final est ce que Levitsky et Way appellent l'**autoritarisme compétitif** : un système où les institutions démocratiques existent formellement, mais où les dirigeants en place détiennent un tel avantage que toute véritable alternance du pouvoir devient improbable.

La force de cette approche est qu'elle explique comment les démocraties s'érodent sans ruptures spectaculaires. Sa faiblesse est qu'elle suppose parfois que la séquence se déroulera de la même manière partout, laissant moins de place à des facteurs tels

que la pression internationale, le moment où survient la crise et l'unité de l'opposition.

## Turquie : un recul progressif en marche

### *L'érosion des normes*

Lorsque l'AKP est arrivé au pouvoir en 2002, il se présentait comme **réformiste**, pro-européen et attaché au changement démocratique. Les premières réformes ont réduit l'influence de l'armée, élargi certains droits civils et amélioré les relations avec l'Union européenne. Pendant un temps, la Turquie semblait être un pays en voie de consolidation démocratique.

Le ton a commencé à changer après que le parti eut remporté plusieurs victoires électorales consécutives. Les opposants politiques étaient de plus en plus présentés comme des **ennemis** de la nation, les journalistes comme des agents d'intérêts étrangers et les groupes de la société civile comme des acteurs suspects. Une fois ce discours devenu la norme, des mesures extraordinaires pouvaient être justifiées comme nécessaires à la survie nationale plutôt qu'à un avantage politique.

À mesure que la polarisation s'intensifiait, les normes démocratiques informelles s'affaiblissaient. Les institutions de l'État ont commencé à agir de manière plus ouvertement partisane, et la propriété des médias s'est progressivement déplacée vers des groupes proches du gouvernement. Aucun de ces changements n'a détruit la démocratie à lui seul, mais ensemble, ils ont modifié l'environnement politique dans lequel la démocratie fonctionnait.

### *Pression sur les médias et contentions de la société civile*

Une fois la polarisation devenue la norme, le contrôle de l'information a pris de l'importance. Les médias indépendants ont été confrontés à des amendes fiscales, à **une pression réglementaire** et à des changements de propriété qui ont encouragé une couverture plus favorable. Des licences de télévision ont été révoquées, des journaux ont été soumis à des sanctions financières, et la publicité gouvernementale a récompensé les médias favorables.

Les réseaux sociaux se sont avérés plus difficiles à contrôler, mais les poursuites judiciaires pour insulte à des fonctionnaires et le harcèlement organisé en ligne ont créé une pression constante. L'objectif n'était pas la censure totale, mais un climat dans lequel la critique comportait des risques.

Les manifestations du parc Gezi en 2013 ont montré à la fois les limites et l'efficacité de cette stratégie. Les manifestations ont été importantes et inattendues, mais le gouvernement a combiné la force policière et le contrôle du discours, présentant les manifestations comme l'œuvre d'extrémistes et de groupes soutenus par l'étranger. Après Gezi, les organisations de la société civile ont été confrontées à des obstacles juridiques et administratifs croissants, rendant plus difficile toute mobilisation à grande échelle.

### *Capture judiciaire*

Le référendum constitutionnel de 2010 a marqué un tournant. Présenté comme une réforme démocratique, il a modifié la structure de la Cour constitutionnelle et du Conseil supérieur de la magistrature, permettant au gouvernement d'exercer une plus grande influence sur les nominations. Une fois le nouveau système en place, l'équilibre au sein du pouvoir judiciaire a commencé à basculer.

Les poursuites judiciaires contre les détracteurs ont avancé rapidement, tandis que les recours contre les politiques gouvernementales ont progressé lentement, voire pas du tout. Les procès contre des officiers de l'armée, des journalistes et des figures de l'opposition ont démontré à quel point les tribunaux pouvaient être puissants lorsqu'ils agissaient dans un seul sens. Lorsque l'alliance entre le gouvernement et le mouvement Gülen s'est effondrée, les mêmes outils judiciaires ont été utilisés à nouveau, cette fois contre d'anciens alliés.

Depuis le milieu de la décennie, le pouvoir judiciaire n'était plus un contrepoids fiable au pouvoir exécutif.

### *Exploitation de la crise*

La tentative de coup d'État manquée de 2016 a offert au gouvernement l'occasion rêvée pour tout exécutif en recul : une crise suffisamment grave pour justifier presque tout. Sous l'état d'urgence, des dizaines de milliers de fonctionnaires ont été licenciés, des médias ont été fermés et le gouvernement par décret est devenu la norme.

Des mesures qui auraient pu prendre des années ont été mises en œuvre en quelques mois. La résistance institutionnelle était faible, la peur du public était grande et les critiques internationales n'ont eu qu'un effet limité. La crise n'a pas déclenché le processus de régression, mais elle l'a considérablement accéléré.

## *Bascule électorale*

Le référendum constitutionnel de 2017 a instauré une présidence exécutive dotée de pouvoirs étendus. Les élections se sont poursuivies, mais le système est devenu de plus en plus inégal. La couverture médiatique favorisait le gouvernement, les poursuites judiciaires contre des figures de l'opposition sont devenues courantes et les ressources de l'État ont été utilisées plus ouvertement dans les campagnes.

Les victoires de l'opposition étaient encore possibles, mais elles étaient plus difficiles à obtenir et plus faciles à contester. Au début des années 2020, la Turquie correspondait presque parfaitement au modèle de l'autoritarisme compétitif : des élections avaient lieu, les partis d'opposition se faisaient concurrence, mais le système était suffisamment biaisé pour rendre incertaine l'alternance du pouvoir.

## **Pologne : un parcours similaire qui s'est arrêté à mi-chemin**

Après 2015, la Pologne a suivi un schéma qui semblait familier. Le discours politique est devenu plus conflictuel, le système judiciaire s'est transformé en principal théâtre de confrontation, et les médias publics ont apporté un soutien sans faille au gouvernement. Du point de vue de la théorie axée sur les processus, les premières étapes du recul démocratique semblaient se dérouler dans l'ordre prévu.

La différence résidait dans le fait que cette séquence ne s'est pas poursuivie aussi harmonieusement. L'adhésion à l'Union européenne a créé des contraintes juridiques et financières qui ont limité l'ampleur des changements institutionnels. Les décisions de justice, les procédures d'infraction et la suspension des fonds ont accru le coût politique d'une consolidation plus poussée.

Dans le même temps, la Pologne n'a pas connu de crise comparable à la tentative de coup d'État de 2016 en Turquie. En l'absence d'un tel événement, il était plus difficile de justifier des pouvoirs extraordinaires. Les partis d'opposition se sont également coordonnés plus efficacement, maintenant la compétition électorale malgré des conditions inégales.

En conséquence, le gouvernement a perdu le pouvoir lors des élections de 2023. La séquence décrite par la théorie orientée vers les processus a commencé en Pologne, mais elle s'est enlisée avant de déboucher sur un système autoritaire pleinement compétitif.

## Évaluation critique

Le cas turc montre à quel point la théorie axée sur les processus permet d'expliquer l'érosion de la démocratie. Les normes se sont affaiblies, les institutions ont été détournées, les crises ont accéléré le changement et les élections sont devenues de plus en plus inégales. Cette succession d'événements correspond presque parfaitement au modèle.

Le cas polonais montre les limites de cette théorie. Des stratégies similaires n'ont pas produit le même résultat, car les pressions externes, la dynamique des crises et la force de l'opposition différaient. Les contraintes internationales ont alourdi le coût de la consolidation, l'absence de crise majeure a ralenti le changement institutionnel, et une opposition coordonnée a maintenu la concurrence.

Ces facteurs suggèrent que le recul démocratique n'est pas automatique. La séquence décrite par la théorie existe, mais le fait qu'elle atteigne ou non son stade final dépend autant du contexte que de la stratégie.

## Conclusion

Les démocraties modernes s'effondrent rarement en un instant. Elles évoluent progressivement, à travers des réformes juridiques, des conflits institutionnels et des crises politiques qui modifient peu à peu l'équilibre des pouvoirs. La théorie axée sur les processus rend mieux compte de ce schéma que les anciens modèles qui prévoyaient des effondrements soudains.

La Turquie montre comment cette séquence peut aller jusqu'au bout. La Pologne montre comment elle peut s'arrêter à mi-chemin. La différence réside non seulement dans les actions des gouvernements, mais aussi dans les limites auxquelles ils sont confrontés de la part des institutions, de l'opposition et de l'environnement international.

La démocratie est rarement détruite d'un seul coup. Le plus souvent, elle est démantelée pièce par pièce, au grand jour et avec une justification juridique. Que le processus aboutisse à une stabilité autoritaire ou à une défaite électorale dépend du nombre de contraintes qui subsistent lorsque la séquence commence.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Pologne Turquie AKP